

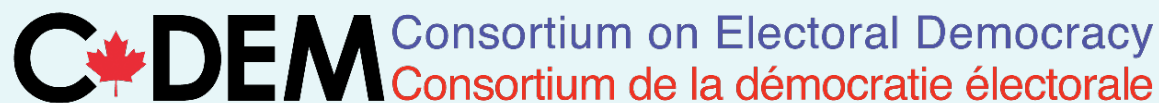


# PRISE DE TEMPÉRATURE



## ATTITUDES DES CANADIENS FACE À LA DÉMOCRATIE EN PÉRIODE DE PANDÉMIE





Le Centre Samara pour la démocratie est membre du Consortium de la démocratie électorale (C-Dem). C-Dem réinvente la recherche électorale au Canada en développant un modèle de consortium novateur pour les chercheurs, les conseils de gestion électorale, les décideurs politiques et les organisations de société civile afin de tirer parti des intérêts mutuels, ainsi que de centraliser les ressources et les connaissances afin d'étudier la santé de la démocratie électorale à travers le pays et au fil du temps. C-Dem est un réseau de recherche dynamique à travers le Canada qui aborde des questions urgentes portant sur l'engagement politique, la sous-représentation, les paliers gouvernementaux, l'évolution de l'opinion publique entre et à travers les élections, ainsi que les pratiques de collecte de données avec une approche coopérative de la démocratie électorale fondée sur des preuves pour étudier la démocratie électorale entre les campagnes électorales et lors d'élections à tous les niveaux. Pour en savoir plus, visitez [c-dem.ca/fr](http://c-dem.ca/fr).

## Table des matières

---

|   |           |
|---|-----------|
| <b>Synopsis</b>   | <b>4</b>  |
| <b>Introduction</b>   | <b>5</b>  |
| <b>Comment les sentiments à l'égard de la démocratie canadienne ont-ils changé pendant la pandémie?</b> | <b>6</b>  |
| <b>Qu'est-il advenu de la vague populiste?</b>  | <b>10</b> |
| <b>Quelles sont les attitudes citoyennes plus générales envers nos collectivités?</b>                   | <b>12</b> |
| <b>Qu'est-ce que tout cela signifie pour notre démocratie, pendant la pandémie et par la suite?</b>     | <b>13</b> |
| <b>Comment est-ce que les citoyens peuvent se sentir davantage impliqués?</b>                           | <b>17</b> |
| <b>Méthodologie</b>   | <b>19</b> |
| <b>Remerciements</b>  | <b>19</b> |
| <b>Notes de fin</b>   | <b>20</b> |

## Synopsis

---

Les Bilans de la démocratie préparé par le Consortium de la démocratie électorale donnent un aperçu unique de la façon dont les attitudes des Canadiens envers leur démocratie ont changé avec l'arrivée de la pandémie de COVID-19. Les données, qui font le suivi des points de vue des Canadiens aux printemps 2019 et 2020, montrent que pendant cette période :

- 1 La satisfaction des Canadiens à l'égard de la démocratie a atteint de nouveaux sommets;**
- 2 Les Canadiens font davantage confiance au gouvernement et se font mutuellement plus confiance;**
- 3 Les Canadiens sont devenus un peu moins cyniques envers les dirigeants, moins nostalgiques du passé et nettement moins enclins à exprimer des sentiments populistes;**
- 4 Malgré un changement nettement positif dans les attitudes publiques, les Canadiens n'ont pas eu davantage l'impression d'avoir leur mot à dire dans ce que les gouvernements font.**

Les occasions de gâcher ces effets n'ont pas manqué, car les gouvernements sont pris de plein fouet par une deuxième vague. Mais il n'en est pas moins temps de repenser « la perte de confiance ». Même en tenant compte d'un « effet de ralliement autour du drapeau » provoqué par la pandémie, la tendance à la confiance et à la cohésion a été comparativement forte au Canada. Les Canadiens ordinaires n'ont pas (encore) perdu *massivement* confiance dans le système et ils ont eu en fait—au cours d'une des années les plus éprouvantes qu'il nous



a été donné de connaître—une attitude plus positive envers leurs dirigeants et leurs compatriotes. Il est temps pour les dirigeants de rendre cette confiance, autrement dit reconnaître que les Canadiens peuvent être appelés à relever un défi et devraient jouer un rôle plus central pour concevoir la société post-pandémie.

## Introduction

---

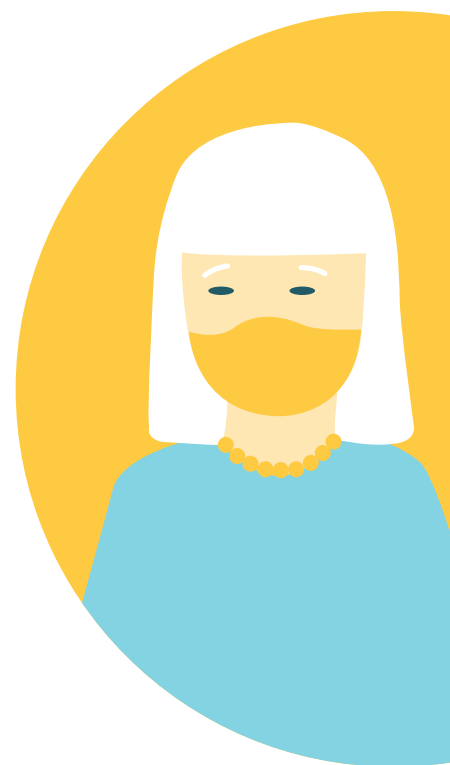
Les périodes urgentes peuvent exercer une tension inhabituelle sur les démocraties—ce qui peut miner la confiance et ébranler la cohésion sociale ou rapprocher en fait les citoyens.

Le Centre Samara pour la démocratie a étudié de près la façon dont les institutions démocratiques du Canada se sont adaptées à la pandémie de COVID-19. Mais qu'en est-il des Canadiens eux-mêmes? Est-ce que nos attitudes et convictions démocratiques ont changé sous les pressions simultanées de la peur, de l'incertitude, du confinement et de la récession? Ces changements vont-ils s'éterniser et quelles en seront les implications pour notre démocratie post-pandémie?

Pour répondre à ces questions, le Centre Samara a collaboré avec le Consortium de la démocratie électorale (C-Dem), un partenariat formé de chercheurs universitaires et de groupes de la société civile qui mènent une étude permanente et intensive sur la démocratie canadienne par le biais de sondages d'opinion publique. Le Bilan de la démocratie du C-Dem est une étude en ligne annuelle à grande échelle. Le Bilan de la démocratie de 2019 a obtenu 5 074 réponses pour la période de mai à août 2019. Celui de 2020, qui s'est tenu en mai 2020, a reçu 8 170 réponses. La comparaison des deux séries de données, qui couvrent les périodes précédant et suivant de peu le déclenchement de la pandémie,



**Les Canadiens peuvent être appelés à relever un défi et devraient jouer un rôle plus central pour concevoir la société post-pandémie.**



donne une idée de la façon dont l'état d'esprit démocratique canadien a changé.

Les données montrent que la pandémie a créé un moment citoyen unique et les Canadiens devraient réfléchir à ce qu'ils peuvent en faire.

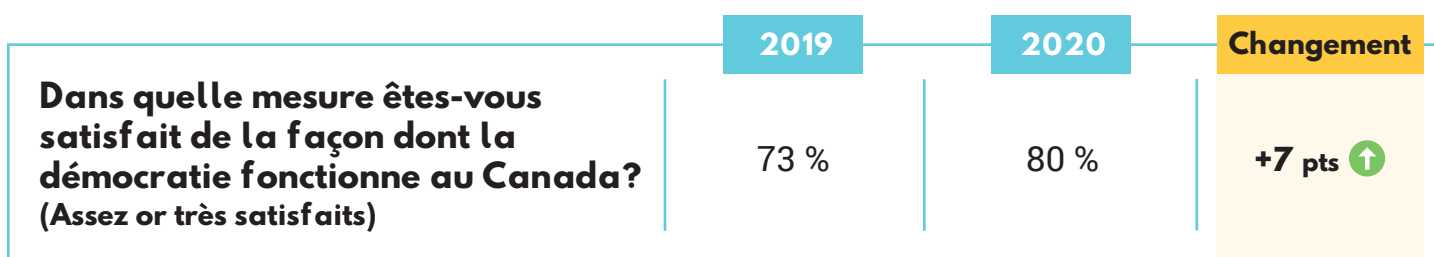
## Comment les sentiments à l'égard de la démocratie canadienne ont-ils changé pendant la pandémie?

Il y a eu un virage net et uniforme, ce qui est, à certains égards, paradoxal. Les Canadiens vivent une des années les plus éprouvantes qu'il leur a été donné de connaître. Les gouvernements attendent davantage de nous, limitent nos déplacements, réduisent nos cercles sociaux et s'imposent bien plus qu'à l'habitude. Outre la pandémie, nous connaissons une contraction économique historique qui entraîne des difficultés dont beaucoup de personnes vont sans doute pâtir.

Au milieu de tout cela, la satisfaction des Canadiens à l'égard de leur démocratie a atteint de nouveaux sommets—du moins pour un temps.



**Les données montrent que la pandémie a créé un moment citoyen unique et les Canadiens devraient réfléchir à ce qu'ils peuvent en faire.**



Huit Canadiens sur 10 ont déclaré être très ou assez satisfaits de leur démocratie en 2020. Il s'agit d'un net bond en à peine un an. La même question a été posée dans des sondages menés depuis au moins 50 ans au Canada, et rarement a-t-on vu autant de Canadiens se dire satisfaits. De plus, cette amélioration de la satisfaction a été constatée indépendamment des principales sources de division de la société, comme l'affiliation partisane, mais à différents degrés.

\* Sont inclus dans le calcul des chiffres ci-dessus ceux qui ont répondu Ne sais pas/Je préfère ne pas répondre

| Affiliation à un parti | Changement dans la satisfaction démocratique, 2019-2020 |
|------------------------|---|
| Libéral                | +6 pts ↑  |
| Conservateur           | +3 pts ↑  |
| NPD                    | +11 pts ↑   |
| Bloc Québécois         | +13 pts ↑   |
| Vert                   | +13 pts ↑   |

«  
**Les Canadiens sont, d'une façon générale, particulièrement satisfaits de l'état de notre démocratie.**

En 2020, une nette majorité de Canadiens—67 %—affirme aussi que le système politique fonctionne comme il devrait (un point de données comparable n'est pas disponible pour 2019).

Les Canadiens sont, d'une façon générale, particulièrement satisfaits de l'état de notre démocratie. Ils sont également plus nombreux à exprimer leur confiance dans les institutions publiques. Les sondages de 2019 et 2020 ont demandé aux répondants les institutions en qui ils avaient « énormément » ou « pas mal » confiance. La confiance dans les gouvernements est dynamique, et elle peut augmenter et diminuer selon les nouvelles de la journée. Mais même en s'en tenant aux résultats de mai 2020, l'augmentation de la confiance envers les gouvernements fédéral et provinciaux est frappante.



|                                   | 2019  | 2020 | Changement |
|-----------------------------------|-------|------|------------|
| Tribunaux                         | 57 %  | 60 % | +3 pts ↑   |
| Gouvernement fédéral              | 38 %  | 59 % | +21 pts ↑  |
| Médias                            | 42 %  | 45 % | +3 pts ↑   |
| Gouvernement provincial           | 41 %  | 65 % | +24 pts ↑  |
| Responsables de la santé publique | S. O. | 78 % | S. O.      |

Les sentiments sont, bien entendu, modérés par la partisanerie, mais la tendance comme telle défie la partisanerie. La confiance dans le gouvernement fédéral en tant qu'institution a fortement augmenté, toutes affiliations partisans confondues.

| Affiliation à un parti | Changement dans la confiance envers le gouvernement fédéral, 2019-2020 |
|------------------------|--|
| Libéral                | +7 pts ↑   |
| Conservateur           | +7 pts ↑   |
| NPD                    | +13 pts ↑  |
| Bloc Québécois         | +20 pts ↑  |
| Vert                   | +21 pts ↑  |



**La confiance dans le gouvernement fédéral en tant qu'institution a fortement augmenté, toutes affiliations partisans confondues.**

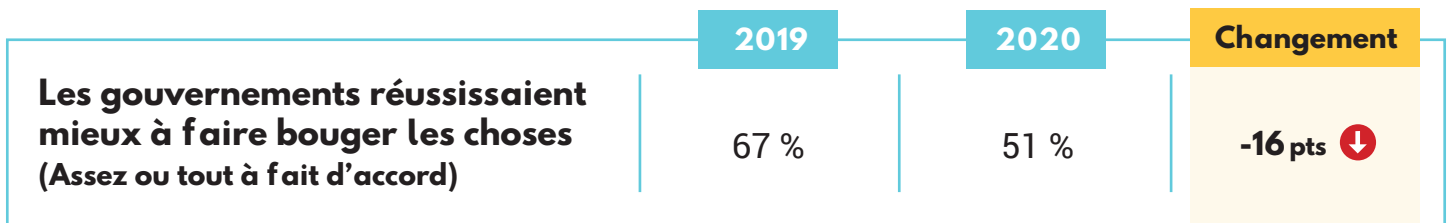
Et les Canadiens dans chaque province ont indiqué faire davantage confiance à leurs institutions provinciales, quoi que l'ampleur du changement varie énormément.

| Province             | Changement dans la confiance envers le gouvernement provincial, 2019-2020 |
|----------------------|---|
| Colombie-Britannique | +24 pts ↑   |
| Alberta              | +8 pts ↑  |
| Saskatchewan*        | +23 pts ↑   |
| Manitoba*            | +9 pts ↑  |
| Ontario              | +35 pts ↑   |
| Québec               | +13 pts ↑   |
| Nouveau-Brunswick*   | +35 pts ↑   |
| Nouvelle-Écosse*     | +31 pts ↑   |

\* Petits échantillons  
 \*\* L'Île-du-Prince-Édouard, Terre-Neuve et les Territoires sont exclus en raison d'un échantillon inférieur à 100



Il y a aussi d'autres indices montrant que les Canadiens apprécient différemment leurs dirigeants, leurs institutions et « le système » en 2020. Par exemple, l'augmentation de la confiance et de la satisfaction s'accompagne d'une nette diminution de la nostalgie des gouvernements passés.

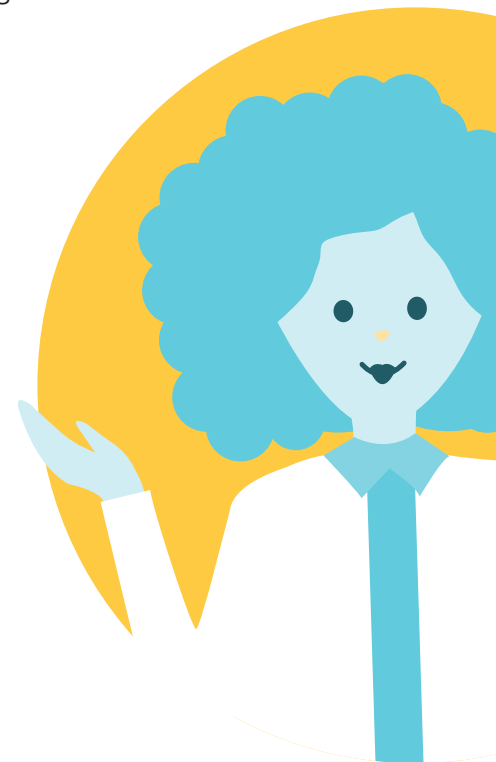


À peine la moitié des Canadiens pensent que les gouvernements « réussissaient mieux à faire bouger les choses », contre les deux tiers voilà à peine un an. Il s'agit d'un changement net au cours d'une année où la vie est devenue presque universellement plus difficile.

L'ampleur de certains de ces changements est frappante. Le fait que les mêmes questions posées de la même façon essentiellement aux mêmes répondants donnent des réponses aussi différentes laisse à penser que la pandémie a bel et bien changé profondément les sentiments et les esprits des Canadiens, momentanément du moins.



**La pandémie a bel et bien changé profondément les sentiments et les esprits des Canadiens, momentanément du moins.**



## Qu'est-il advenu de la vague populiste?

Les niveaux de confiance et de satisfaction à l'égard du système sont souvent reliés à la menace de bouleversements populistes. Le spectre du populisme a jeté une ombre sur le monde démocratique, surtout depuis l'élection de Donald Trump. Selon les populistes, la société est prise dans une bataille entre les élites et les « vrais gens »—et seuls les gens peuvent légitimement gouverner. Le populisme n'est pas toujours intrinsèquement antidémocratique, mais les dirigeants populistes peuvent nuire à la démocratie en minant notre confiance dans les institutions, les dirigeants et les uns à l'égard des autres, en divisant la société et en tirant parti de ces effets pour créer un pouvoir absolu.

Le Centre Samara a laissé entendre par le passé que l'existence d'une vague populiste au Canada **est relativement faible**.<sup>1</sup> On a bien noté un certain changement dans les attitudes associées au populisme—comme la polarisation sur des enjeux comme l'immigration—mais les attitudes populistes comme telles n'ont pas augmenté.

Mais la crise de la COVID-19 est un facteur de stress exceptionnel, qui met les élites constituées d'experts à l'avant-plan et exige que les citoyens suivent rigoureusement leurs consignes sur les protocoles de santé publique. Cela a engendré des ressentiments persistants, d'innombrables théories du complot qui se sont largement répandues sur les réseaux sociaux et de nouvelles difficultés économiques qui, comme on le laisse souvent entendre, alimentent la colère populiste.

La pandémie a-t-elle alimenté le populisme au Canada?

Dans une série de questions visant à évaluer le cynisme des Canadiens envers les politiciens et les experts, on note



**Dans une série de questions visant à évaluer le cynisme des Canadiens envers les politiciens et les experts, on note une réduction quasi généralisée des attitudes populistes.**



|  | 2019 | 2020 | Changement |
|--|------|------|------------|
| Je ferai plus confiance à la sagesse des gens ordinaires qu'aux opinions des élites et des intellectuels   | 47 % | 34 % | -13 pts ↓  |
| Ce sont les gens ordinaires, pas les politiciens de carrière, qui devraient prendre les décisions les plus importantes concernant les politiques | 57 % | 49 % | -8 pts ↓   |
| Le gouvernement ne se soucie pas de ce que les gens comme moi pensent  | 71 % | 63 % | -8 pts ↓   |
| Ceux qui sont élus au Parlement perdent vite contact avec les gens   | 80 % | 74 % | -6 pts ↓   |
| Les politiciens mentent pour se faire élire  | 91 % | 87 % | -4 pts ↓   |
| Les gens comme moi n'ont pas leur mot à dire sur ce que fait le gouvernement   | 54 % | 53 % | -1 pts ↓   |

une réduction quasi généralisée des attitudes populistes. Les changements varient de modestes à importants.

Voici le changement le plus important : à peine un tiers des Canadiens disent qu'ils préfèrent « la sagesse des gens ordinaires » à l'opinion des élites, alors qu'ils représentaient près de la moitié l'an dernier. Les Canadiens sont aussi moins nombreux à être persuadés que les « gens ordinaires » sont mieux placés que les politiciens de carrière pour prendre des décisions concernant les politiques. Et davantage de Canadiens trouvent que le gouvernement se soucie de ce que les gens comme eux pensent.

Le cynisme à l'égard de la politique et des politiciens demeure, à coup sûr. Il est profond, constant et partagé par la grande



**Le cynisme à l'égard de la politique et des politiciens demeure, à coup sûr. Il est profond, constant et partagé par la grande majorité des Canadiens.**

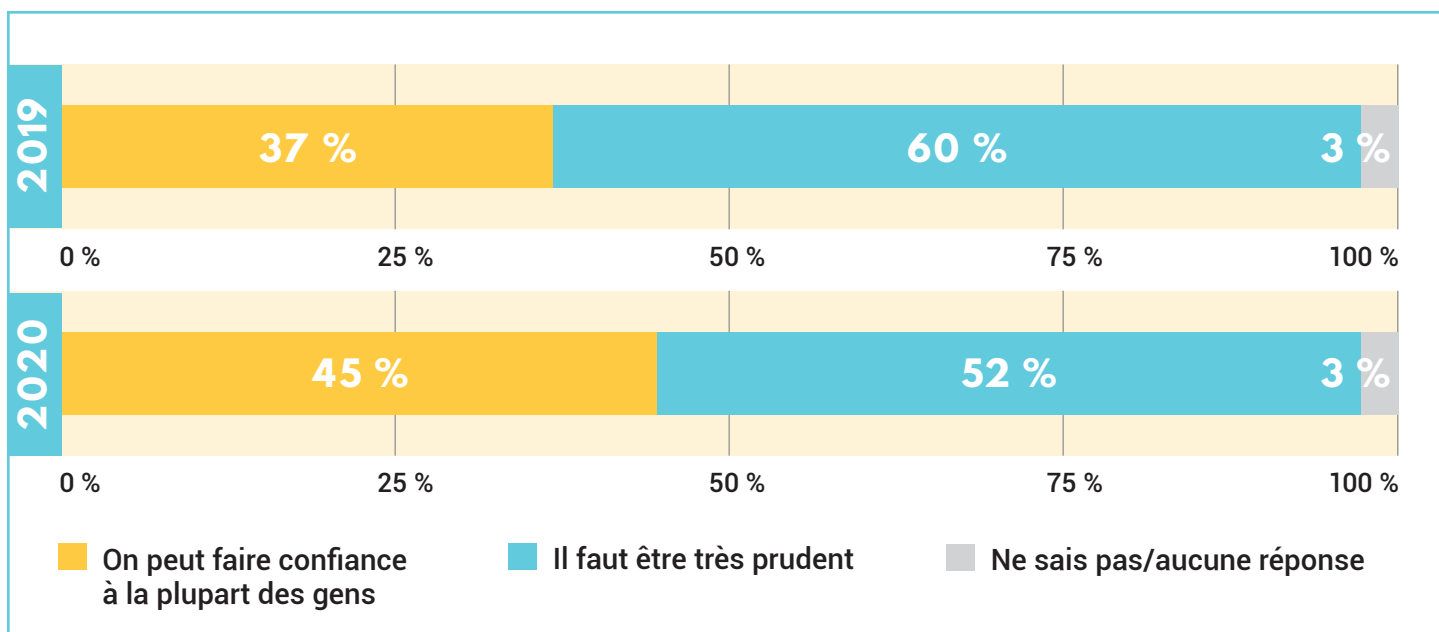
majorité des Canadiens. Ces attitudes nous semblent structurelles, enracinées, et durables. Mais moins de Canadiens sont portés à rejeter les élites et « le système » qu'il y a un an à peine.

La question consistant à demander si les Canadiens trouvent qu'« ils ont leur mot à dire sur ce que le gouvernement fait » est la seule pour laquelle il n'y a pas eu de vrai changement. C'est une préoccupation que nous abordons plus en détail ci-dessous.

## Quelles sont les attitudes citoyennes plus générales envers nos collectivités?

Y a-t-il eu un changement dans les sentiments que nous éprouvons les uns envers les autres et pour la société que nous partageons? Les sondages donnent des indices.

De même que les Canadiens ont davantage tendance à faire confiance aux institutions en 2020, nous sommes devenus plus enclins à nous faire mutuellement confiance.



La portion de Canadiens qui pensent qu'« on peut faire confiance à la plupart des gens » est passée de 37 % à 45 %, alors que le pourcentage de ceux qui croient plutôt qu'« il faut être très prudent » a diminué.

Même si beaucoup de Canadiens connaissent personnellement de nouvelles difficultés—avec le chamboulement des finances, des perspectives d'emploi, de la santé personnelle et de la sécurité—on note une impulsion grandissante pour bâtir une société égalitaire. Par exemple, 81 % des répondants trouvent que « nous devrions tout faire pour que des groupes différents aient les mêmes conditions », une nette augmentation par rapport aux 65 % de 2019.

## Qu'est-ce que tout cela signifie pour notre démocratie, pendant la pandémie et par la suite?

---

On peut à coup sûr tirer énormément de conclusions de ces changements dans les attitudes citoyennes des Canadiens. Chose certaine, une partie de ces effets—surtout en ce qui concerne la façon dont les Canadiens évaluent leurs gouvernements—s'est sans doute déjà quelque peu dissipée. Les gouvernements ont bénéficié pendant la première vague de la pandémie d'une bonne volonté qui fait défaut, et avec raison, maintenant que la deuxième vague frappe.

Les changements ne sont pas non plus entièrement surprenants. Les journalistes et certains scientifiques politiques parlent souvent de « l'effet de ralliement autour du drapeau », les moments de crise poussant les gens à être plus patriotes et amenant les dirigeants et les gouvernements à jouir d'une popularité et d'une confiance accrues. Il s'agit d'un



**Même si beaucoup de Canadiens connaissent personnellement de nouvelles difficultés... on note une impulsion grandissante pour bâtir une société égalitaire.**

phénomène largement observé qui, là encore, ne dure généralement pas.

Un virage similaire semble s'être opéré dans d'autres démocraties pendant la pandémie. Sans être unique, l'expérience canadienne n'est pas non plus inévitable—et la tendance à la confiance et la cohésion semble en fait particulièrement forte au Canada. Par exemple, le Baromètre de confiance Edelman, qui mesure régulièrement la confiance dans le monde, a placé le Canada au deuxième rang pour ce qui est de l'augmentation de la confiance de ces citoyens dans le gouvernement pendant la pandémie sur les 11 pays étudiés.<sup>2</sup> Un autre exemple provient du Pew Research Center, qui a demandé aux habitants de 14 démocraties si la pandémie avait augmenté ou diminué l'unité de leurs pays.<sup>3</sup> Parmi ces pays, les Canadiens ont été les deuxièmes plus enclins à dire que leur pays était plus uni, juste derrière le Danemark et loin devant les autres pays.

Quelles leçons peut-on tirer des données? Voici quelques suggestions :

**Premièrement, le discours narratif omniprésent selon lequel nous vivons une période marquée par une baisse de confiance dans les institutions publiques n'est pas utile, tout simplement parce qu'il est inexact.**

La confiance des Canadiens dans le système est, à tout le moins, restée stable dans un passé relativement récent et est en ce moment—aussi bref soit-il—assez forte. Mais ce discours narratif décliniste, toujours populaire, pose problème, car il nous amène à négliger les vrais problèmes, à opter pour les mauvaises solutions et, souvent, à décrier le rejet et la con-



**Sans être unique, l'expérience canadienne n'est pas non plus inévitable—et la tendance à la confiance et la cohésion semble en fait particulièrement forte au Canada.**

spiration qui ne représentent qu'un petit nombre de Canadiens.

**Deuxièmement, le fait de réaliser qu'il existe au Canada un réservoir de confiance devrait influencer les choix de politiques qui façonneront l'avenir post-pandémie.**

Qu'il s'agisse de demander aux gens de payer pour une reprise plus robuste ou équitable ou d'exhorter les particuliers et la société civile à s'impliquer d'autres façons, le leadership politique du Canada peut commencer à remettre en question l'idée, répandue dans tout le spectre idéologique, qu'on ne devrait pas trop en demander aux citoyens. Le fait que les Canadiens soient plus satisfaits du système, même si la vie est devenue plus difficile et les contraintes ont augmenté, indique que les citoyens méritent plus de reconnaissance qu'on ne leur donne souvent. Ils ont démontré au cours des six derniers mois qu'ils peuvent faire des choix raisonnables quand ils reçoivent l'information et se mobiliser s'ils ont une très bonne raison de le faire. Les données montrent surtout qu'on peut demander aux Canadiens d'accomplir des choses difficiles et qu'ils ne s'en offusqueront pas nécessairement.

**Troisièmement, l'envers de la confiance c'est la complaisance et la déférence.** Si les Canadiens font inhabituellement confiance aux institutions et aux dirigeants pendant cette crise, nous avons d'autant plus raison de nous assurer que nos institutions démocratiques sont pleinement opérationnelles et que les gouvernements continuent de rendre des comptes. Le Parlement, les assemblées législatives provinciales et territoriales, et les conseils municipaux doivent à présent trouver comment assumer entièrement leur rôle à l'intérieur



**Le leadership politique du Canada peut commencer à remettre en question l'idée, répandue dans tout le spectre idéologique, qu'on ne devrait pas trop en demander aux citoyens.**

des contraintes pandémiques, si ce n'est déjà fait.

### **Quatrième et dernier point, le véritable problème de confiance entre les dirigeants et les citoyens vient peut-être des dirigeants et non pas des citoyens.**

Les Canadiens sont mobilisés, investis et prêts à aider. Mais nos données suggèrent qu'ils n'ont toujours pas le sentiment d'avoir leur mot à dire dans ce que les gouvernements font.

Nous approchons d'un moment charnière—nous sommes encore pris par la pandémie, mais prêts à préparer notre pays pour l'après-pandémie. On dit que le gouvernement fédéral a demandé des idées audacieuses à ses hauts fonctionnaires, et les membres des caucus ont fait pression pour que des changements transformateurs soient apportés à la politique sociale.<sup>4</sup> Mais aucun gouvernement n'a un mandat direct du peuple pour profiter de cette crise et réinventer carrément notre pays à lui seul. Les gens sont prêts à contribuer, mais il faut qu'on le leur demande.



**Les Canadiens sont mobilisés, investis et prêts à aider. Mais nos données suggèrent qu'ils n'ont toujours pas le sentiment d'avoir leur mot à dire dans ce que les gouvernements font.**

## **Comment est-ce que les citoyens peuvent se sentir davantage impliqués?**

---

Malgré quelques changements dans le bon sens, la majorité des Canadiens interrogés par le C-Dem en 2020 sont toujours convaincus que le gouvernement ne se soucie pas de ce qu'ils pensent, qu'il a perdu le contact avec le public, que les politiciens mentent pour se faire élire et que les citoyens n'ont pas leur mot à dire dans ce que le gouvernement fait. Voici quelques idées qui peuvent être mises en place



rapidement pour permettre de tisser plus de liens entre les représentants élus et les Canadiens dans cette période décisive :



**Assemblée citoyenne pour rebâtir les choses :** Les assemblées citoyennes permettent à un groupe de Canadiens choisis au hasard de se réunir régulièrement, de s'informer sur un sujet, d'en discuter et enfin de faire des recommandations en matière de politiques. Elles deviennent de plus en plus la règle de la pratique démocratique dans le monde, et elles devraient prendre une importance nouvelle dans ce moment charnière. Les élites canadiennes, à qui l'on a demandé comment « rebâtir en mieux », débattent de diverses visions audacieuses allant du revenu de base universel à la remise en ordre de la fédération. Mais on n'a pas vraiment fait l'effort de demander aux Canadiens ce qu'ils veulent. Avant de prendre des grandes décisions, le Parlement du Canada devrait charger une ou plusieurs assemblées citoyennes d'envisager un avenir post-pandémie. Idéalement, ce serait la première démarche pour créer un rôle permanent et institutionnalisé pour les délibérations citoyennes, qui soit rattaché à nos institutions législatives.



**Outils numériques pour les politiciens :** La pandémie a interrompu les méthodes que les représentants élus avaient l'habitude d'employer pour rester en contact avec leurs concitoyens—et ces méthodes avaient de toute façon besoin d'une mise à niveau. Les représentants ont adopté de nouvelles technologies pour mobiliser leurs concitoyens, et ils sont très intéressés à continuer d'apprendre et d'innover.<sup>5</sup> Le Parlement, les assemblées législatives et les conseils locaux devraient avoir assez de ressources pour que les politiciens et leurs employés puissent apprendre à utiliser et avoir des outils numériques plus perfectionnés pour communiquer et mobiliser.<sup>6</sup>



**Débats exploratoires et pétitions :** Les représentants élus devraient donner aux Canadiens plus de contrôle sur ce qui est discuté au Parlement et dans les assemblées législatives. Un tel virage devrait être possible, étant donné que la pandémie a grandement réduit le programme législatif dans la plupart des endroits. La Chambre des communes, par exemple, peut améliorer le système de pétitions en ligne en tenant des débats « exploratoires » (débats qui n’aboutissent pas à un vote exécutoire) sur des enjeux soulevés dans des pétitions qui reçoivent assez de signatures. D’autres parlements étrangers ont créé un espace tout au long de la crise pour que les enjeux soulevés par les citoyens soient discutés, afin démontrer qu’ils se préoccupent et qu’ils sont à l’écoute et réceptifs.<sup>7</sup>

Bien entendu, il y a d’autres changements—venant de nos représentants élus et du public—qui contribueraient grandement à améliorer les sentiments des Canadiens envers leur gouvernement et les politiciens, mais cela va prendre plus de temps. Les recommandations ci-dessus nous permettraient de commencer d’emblée à forger des relations plus solides entre les citoyens et leurs représentants pendant cette période unique que nous traversons.

## Méthodologie

---

Le Consortium de la démocratie électorale (C-Dem) est dirigé par Laura Stephenson (Université de Western), Allison Harell (Université du Québec à Montréal), Peter Loewen (Université de Toronto) et Daniel Rubenson (Université Ryerson).

Le Bilan de la démocratie de 2019 du C-Dem était un sondage national en ligne qui s'est déroulé de mai à août 2019 et a recueilli 5 067 réponses. Celui de 2020 était un sondage national en ligne qui a été tenu en mai 2020 et a obtenu 8 170 réponses.

Les réponses ont été pondérées de façon à refléter un échantillon national représentatif des Canadiens. La pondération a été faite en tenant compte du sexe, de la région, du groupe d'âge et de la collectivité de langue officielle. Les réponses « Ne sais pas » et les absences de réponses sont incluses dans les résultats dont il est fait état ici.

## Remerciements

---

Nous tenons à remercier Laura Stephenson et Allison Harell pour leur généreuse assistance et leur soutien pour la rédaction de l'ébauche de ce rapport.

## Notes de fin

---

- 1.** Michael Morden et Kendall Anderson (2019), Ne blâmez pas « le peuple » : la montée du populisme des élites au Canada, Toronto : Centre Samara pour la démocratie, disponible en ligne à : <https://www.samaracanada.com/fr/la-recherche/leadership-politique/ne-blâmez-pas-le-peuple>.
- 2.** Edelman Canada (2020), Baromètre de confiance Edelman 2020—Mise à jour printanière : La confiance et la pandémie de COVID-19, Edelman Canada, disponible en ligne à : <https://www.edelman.ca/sites/g/files/aatuss376/files/2020-05/2020%20Edelman%20Trust%20Barometer%20Spring%20Update%20Canada.pdf>.
- 3.** Kat Devlin et Aidan Connaughton (2020), Most Approve of National Response to COVID-19 in 14 Advanced Economies, Pew Research Centre, disponible en ligne à : <https://www.pewresearch.org/global/2020/08/27/most-approve-of-national-response-to-covid-19-in-14-advanced-economies>.
- 4.** Joan Bryden (2020), « Guaranteed basic income emerges as top priority for Liberal MPs amid COVID-19 », Global News, 12 septembre 2020, disponible en ligne à : <https://globalnews.ca/news/7330929/liberal-caucus-guaranteed-income>.
- 5.** Adelina Petit-Vouriot et Michael Morden (2020), La représentation à l'heure du confinement : Sondage 2020 du Centre Samara mené auprès des députés fédéraux, Toronto : Centre Samara pour la démocratie, disponible en ligne à : <https://www.samaracanada.com/fr/la-recherche/leadership-politique/la-representation-a-l-heure-du-confinement>.
- 6.** Michael Morden (2020), « Canada's elected leaders exhibit a woeful lack of digital engagement - now is the time to change that », CBC Opinion, 21 avril 2020, disponible en ligne à : <https://www.cbc.ca/news/opinion/opinion-digital-access-engagement-politics-1.5531420>.
- 7.** Parlement européen (2020), « MEPs to discuss citizens' petitions related to COVID-19 », Parlement européen (communiqué de presse), 29 avril 2020, disponible en ligne à : <https://www.europarl.europa.eu/news/en/press-room/20200425IPR77905/meps-to-discuss-citizens-petitions-related-to-covid-19>.

# DEMOCRACY MONITOR

## L'ÉTAT DE LA DÉMOCRATIE EN ÉTAT D'URGENCE

La pandémie de coronavirus qui s'éternise oblige les démocraties du monde entier à s'adapter. Les législatures mettent de côté leurs processus habituels pour approuver de toute urgence des formes de soutien aux citoyens, tout en s'efforçant de maintenir la distanciation physique. Mais il faut trouver un juste équilibre : la nécessité d'agir vite ne devrait pas entraîner l'abandon de la représentation démographique ou de l'examen du gouvernement, et certaines administrations trouvent des façons innovatrices de continuer à fonctionner.

Ce rapport fait partie du *Democracy Monitor*, une série d'études que le Centre Samara mène en permanence sur l'état de la démocratie dans un contexte d'urgence, en suivant les façons dont les leaders et les institutions politiques réagissent à la crise, et en voyant comment les représentants élus s'engagent après des électeurs pendant la distanciation physique.

Découvrez les études à [samaracanada.com/fr/democracy-monitor](https://samaracanada.com/fr/democracy-monitor).

DATE DE PARUTION : 28 Octobre 2020

Copyright © Le Centre Samara pour la démocratie 2020

CITATION : Michael Morden 2020. « Prise de température : Attitudes des Canadiens face à la démocratie en période de pandémie. » Toronto : Le Centre Samara pour la démocratie.

RÉDACTION : Allison Jane Smith

CONCEPTION : Geneviève Biloski

TRADUCTION : Françoise Orvoine

Le Centre Samara pour la démocratie est un organisme de bienfaisance non partisan qui a pour vocation de renforcer la démocratie au Canada en la rendant plus accessible, plus réactive et plus inclusive. Le Centre Samara produit des études tournées vers l'action, ainsi que des outils et des ressources pour les citoyens actifs et les leaders publics, qui sont conçus pour amener les Canadiens à s'impliquer dans leur démocratie.

Pour en savoir davantage sur le travail du Centre Samara ou faire un don caritatif afin de soutenir nos études, visitez [samaracanada.com/fr](http://samaracanada.com/fr) ou communiquez avec nous au 416-960-7926.



33, avenue Prince Arthur, Toronto (Ontario) M5R 1B2

416-960-7926 | [info@samaracanada.com](mailto:info@samaracanada.com)

 @SamaraCDA  SamaraCanada  @SamaraCDA